SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 10 MARS 1866.

Troisième rapport de la Commission de la Justice, sur les articles réservés et modifiés du Titre 8, Livre II du Code pénal.

(Voir les pièces désignées au N° 19, les N°s 22, 23, 34, 37, 58 et 72, session 1862-1863, le N° 35, session 1864-1865, et les N°s 32, 35, 37, 45, 47, 50, 53, 58, 60, 61, 65, 65, 66 et 68, session 1865-1866 du Sénat.)

MESSIEURS,

L'article 460, renvoyé à Votre Commission avec un amendement présenté à la séance d'hier, mentionne un des cas qui rendent l'homicide et les blessures excusables. Quand l'excuse est prouvée, le fait ne reste pas impuni, mais la peine est réduite, et ne peut jamais dépasser un emprisonnement correctionnel.

La Loi admet comme excuse la circonstance que le fait a été commis en repoussant, pendant le jour, l'escalade ou l'effraction de clôtures, murs ou entrées d'une maison habitée ou de ses dépendances.

Cette excuse était admise dans des termes à peu près identiques par l'art. 322 du Code pénal actuel, et voici comment Carnot, dans son commentaire, justifiait cette disposition :

« Celui qui repousse l'entrée de sa maison tentée par l'une de ces voies, »
» ne peut lire dans la pensée de la personne qui se permet d'en user, il doit »
» lui supposer de mauvais desseins, et chercher à se prémunir contre leurs »
» résultats. »

Cette disposition avait donc un sens général, que maintenaient les termes du Projet primitif, auquel le premier rapport fait à la Chambre des Représentants n'avait proposé aucun changement.

Plus tard on a cru devoir ajouter à l'article un paragraphe portant : à moins toutefois que l'agent n'ait su que l'escalade ou l'effraction ne faisait courir aucun danger aux personnes.

Ainsi, dès que l'agent sait que ni sa personne ni celle d'aucun des habitants de sa maison n'est menacée, il doit laisser envahir son domicile même par escalade et avec effraction ; s'il oppose la moindre résistance, s'il tue ou blesse celui qui veut par ces voies forcer l'entrée de sa maison, il ne sera pas excusable, il sera mis sur la même ligne qu'un meurtrier ordinaire. Cela est-il admissible ?

Mais, dit-on, s'il s'agit d'un voleur brisant ou escaladant une clôture, l'excuse sera admise en faveur de celui qui aura blessé ou tué, car la présence d'un voleur doit toujours lui faire craindre un danger pour sa vie.

Nous reconnaissons qu'il en sera souvent ainsi; mais il peut se présenter des circonstances où, tout en étant convaincu que sa personne ne court aucun danger, celui qui repousse par la force l'individu qui veut s'introduire chez lui, agit ainsi pour garantir son bien, son honneur ou la réputation des siens. Eh bien, dans ce cas, le bénéfice de l'excuse lui serait enlevé par la disposition additionnelle proposée.

Il y a deux systèmes en présence : celui qui consiste à maintenir l'état de la législation qui admet l'excuse pour la protection de la propriété comme pour celle de la personne, et le système qui consiste à ne reconnaître comme excuse que la protection de la personne.

Le premier système a pour lui la sanction de l'expérience, il a sa raison d'être dans le principe constitutionnel de l'inviolabilité du domicile; le second est une innovation qui désarme, dans certains cas, le propriétaire, et le met, quant à son bien, à la merci de l'audace et de la ruse.

Nous ne méconnaissions pas que parfois la disposition peut être exorbitante et qu'un individu qui attenterait par exemple à la vie d'un enfant franchissant la haie de son jardin, commettrait un fait qui, quoique légalement excusable, mériterait la réprobation générale; mais c'est là une exception à laquelle il peut être porté remède, mais qui ne doit pas faire passer à l'extrême contraire, qui aurait des conséquences bien plus graves.

Votre Commission n'admet donc pas le principe du paragraphe final de l'article, et dans aucun cas elle ne pourrait en accepter les termes, attendu que ce n'est ni l'escalade ni l'effraction qui peuvent faire courir un danger, et que l'excuse ne peut pas dépendre de l'idée que se serait arbitrairement formée l'agent de l'existence ou de l'absence du danger.

Pour faire droit aux observations qui ont été présentées, Votre Commission pense qu'il y a lieu de faire une distinction entre les maisons habitées et leurs dépendances; d'admettre, quant aux premières, l'excuse dans tous les cas, par respect pour l'inviolabilité et la sécurité du domicile, et quant aux dépendances, enclos, etc., de ne pas admettre l'excuse si aucun attentat n'est à craindre contre les personnes ou contre les propriétés. Ces mots *attentats contre les propriétés*, qui ne peuvent s'appliquer qu'au vol, incendie, destructions, pillages, expliquent suffisamment que l'excuse ne pourra être invoquée que dans des circonstances graves et sérieuses. Voici l'article que nous avons l'honneur de vous proposer :

« Les crimes et délits mentionnés au précédent article sont également excusables, s'ils ont été commis en repoussant, pendant le jour, l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrées soit d'une maison habitée, soit de ses dépendances, à moins qu'il ne soit établi dans ce dernier cas, qu'aucun attentat n'était à craindre contre les personnes ou la propriété. »

La circonstance de nuit pourrait peut-être permettre de ne pas faire de distinction entre les maisons habitées et leurs dépendances; toutefois nous proposons de maintenir cette distinction par la raison que le danger est évidemment moins grand dans les dépendances que dans la maison même, et qu'ainsi la différence de régime peut se justifier.

Votre Commission pense que l'art. 466 présente une lacune. — Un individu s'est introduit dans une habitation, peu importe quand ni de quelle manière, et il y est découvert la nuit: il serait illogique de ne pas autoriser à agir à son égard comme à l'égard de celui dont on repousse l'escalade; ce serait là paralyser une défense bien légitime.

Voici l'article que nous avons l'honneur de vous proposer.

« Sont compris dans le cas de nécessité actuelle de défense, les deux cas suivants :

« Si l'homicide a été commis, si les blessures ont été faites, si les coups ont été portés la nuit, sur une personne trouvée dans une maison habitée, ou en repoussant l'escalade et l'effraction des clôtures, murs et entrées, soit d'une maison habitée, soit de ses dépendances, à moins que dans ce dernier cas il soit établi qu'aucun attentat n'était à craindre contre les personnes et les propriétés. »

Le Président,
LONHIENNE.

Le Rapporteur,
D'ANETHAN.

**Articles réservés et modifiés, proposés par la
Commission de la Justice, au Titre 8, Livre II
du Code Pénal.**

ART. 460.

« Les crimes et délits mentionnés au précédent article sont également excusables, s'ils ont été commis en repoussant, pendant le jour, l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrées, soit d'une maison habitée, soit de ses dépendances, à moins qu'il ne soit établi, dans ce dernier cas, qu'aucun attentat n'était à craindre contre les personnes ou les propriétés. »

ART. 466.

« Sont compris dans les cas de nécessité actuelle de défense, les deux cas suivants :

« 1° Si l'homicide a été commis, si les blessures ont été faites, si les coups ont été portés la nuit sur une personne trouvée dans une maison habitée ou en repoussant l'escalade et l'effraction des clôtures, murs ou entrées, soit d'une maison habitée, soit de ses dépendances, à moins que dans ce dernier cas il soit établi qu'aucun attentat n'était à craindre contre les personnes ou les propriétés. »

2° Si le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vol ou de pillage, exécuté avec violence envers les personnes.